



**BANQUE DE LA REPUBLIQUE
DU BURUNDI**

**RAPPORT DU COMITE DE
POLITIQUE MONETAIRE
DU TROISIEME
TRIMESTRE 2019**

Décembre 2019

TABLE DES MATIERES

LISTE DES ACRONYMES	2
RESUME ANALYTIQUE.....	3
1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL.....	5
1.1. Croissance du PIB mondial	5
1.2. Commerce mondial	7
1.3. Prix des matières premières et inflation	7
1.4. Politique monétaire dans les pays développés	8
1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA	9
2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI.....	12
2.1. Production et prix.....	12
2.2. Secteur extérieur	14
2.2.1. Balance des paiements.....	14
2.2.2. Commerce extérieur.....	15
2.3. Finances et dette publiques	18
2.4. Secteur monétaire.....	19
2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts.....	19
2.4.2. Base monétaire.....	22
2.4.3. Masse monétaire et contreparties	23
2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire	24
2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière	25
2.5.1. Evolution de l'activité bancaire	25
2.5.1.1. Principales ressources.....	25
2.5.1.2. Principaux emplois.....	26
2.5.2. Qualité du portefeuille crédit	27
2.5.3. Adéquation des fonds propres	28
2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire.....	29
3. CONCLUSION	30

LISTE DES ACRONYMES

AFSS	: Afrique Sub-saharienne
AEN	: Avoirs Extérieurs Nets
AIN	: Avoirs Intérieurs Nets
BCE	: Banque Centrale Européenne
BIF	: Franc Burundi
BRB	: Banque de la République du Burundi
CAE	: Communauté Est Africaine
FMI	: Fonds Monétaire International
IPC	: Indice des Prix à la Consommation
ISTEEBU	: Institut de Statistiques et d'Etudes Economiques du Burundi
KES	: Shilling Kenyan
M2, M3	: Masse Monétaire au sens large
MBIF	: Millions de Francs Burundi
Mds	: Milliards
MFBCDE	: Ministère des Finances, du Budget et de la Coopération au Développement Economique
MUSD	: Millions de dollars américains
OCDE	: Organisation de Coopération et de Développement Economiques
PIB	: Produit Intérieur Brut
REGIDESO	: Régie de Production et de Distribution des Eaux et d'Electricité
RWF	: Franc Rwandais
T	: Tonne
TZS	: Shilling Tanzanien
UGX	: Shilling Ougandais
USD	: Dollar Américain

RESUME ANALYTIQUE

Au troisième trimestre 2019, la croissance de l'activité économique des principaux pays avancés et pays émergents a ralenti en glissement annuel et trimestriel, en rapport avec les tensions commerciales et technologiques entre les Etats-Unis et leurs principaux partenaires commerciaux, l'incertitude liée au BREXIT et les conflits géopolitiques.

Selon les prévisions du FMI d'octobre 2019, la croissance économique mondiale pour 2019 s'établirait à 3,0 contre 3,6% en 2018 en liaison avec l'augmentation des obstacles au commerce, des conflits géopolitiques et des facteurs propres aux pays.

En Afrique subsaharienne, la croissance se maintiendrait à 3,2% en 2019. Elle est inférieure aux prévisions antérieures en raison d'une conjoncture extérieure moins favorable. Cette stabilité de la croissance économique est liée aux faibles performances des pays exportateurs de pétrole et à une croissance faible en Afrique du Sud qui serait compensée par une croissance vigoureuse dans les pays pauvres en ressources naturelles.

Selon les mêmes prévisions du FMI, l'activité économique de la CEA pourrait décélérer (5,6% contre 6,5% en 2018) tout en maintenant une croissance robuste par rapport à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (3,2%), principalement soutenue par des investissements publics et privés, de bonnes performances agricoles et des politiques monétaires accommodantes.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, la production du café vert pour la campagne 2019/2020 a diminué au troisième trimestre 2019 par rapport à la même période de la campagne précédente. Par contre, la production du thé sec et la production industrielle ont augmenté par rapport au même trimestre de 2018. Au niveau des prix à la consommation, la déflation continue au troisième trimestre 2019 (-0,4%), en liaison avec la baisse des prix des produits alimentaires, mais reste moins importante par rapport à celle du trimestre précédent (-2,9%).

Le taux de croissance économique pourrait atteindre 4,1% en 2019 contre 3,8% en 2018, en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire et secondaire. En moyenne annuelle, l'inflation resterait faible (3,5 contre -2,6% en 2018).

La balance des paiements s'est soldée par un allègement du besoin de financement (compte courant et compte de capital), résultant principalement de l'augmentation de l'excédent du compte de capital qui a atténué l'aggravation du déficit du compte courant.

Au niveau des finances publiques, le déficit budgétaire dons inclus s'est aggravé par rapport au troisième trimestre de 2018, en liaison avec une augmentation des dépenses plus importante par rapport à celle des recettes. Ce déficit a été financé par un endettement intérieur et extérieur.

La base monétaire et la masse monétaire se sont accrues en glissement annuel, en liaison avec l'augmentation des avoirs intérieurs. Les réserves officielles de change ont diminué d'un trimestre à l'autre tandis qu'elles ont augmenté en glissement annuel et couvraient 0,9 mois d'importations de biens et services contre 0,8 mois à la même période de 2018.

Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé, solvable et rentable et toutes les normes réglementaires et prudentielles ont été respectées, à l'exception du ratio de liquidité en devises. Tous les principaux indicateurs de solidité financière de ce secteur se sont améliorés.

1. ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE INTERNATIONAL

1.1. Croissance du PIB mondial

Au cours du troisième trimestre 2019, la croissance de l'activité économique des principaux pays avancés et pays émergents a ralenti en glissement annuel et trimestriel.

D'un trimestre à l'autre, la croissance du PIB a décéléré au Japon (0,1 contre 0,4%) et s'est stabilisée dans la Zone euro (0,2%) et aux Etats-Unis (0,5%), tandis que la croissance a repris au Royaume-Uni (0,3 contre -0,2%).

Dans les principaux pays émergents d'Asie, la croissance économique a ralenti en Chine (1,5 contre 1,6%) et s'est stabilisée en Inde (1,1%) en raison notamment de la baisse des exportations et de la demande intérieure.

Tableau 1: Croissance du PIB des principaux pays avancés et émergents (en %)

	Glissement trimestriel		Glissement annuel	
	T2-2019	T3-2019	T3-2018	T3-2019
États-Unis	0,5	0,5	3,1	2,1
Japon	0,4	0,1	0,2	1,4
Royaume uni	-0,2	0,3	1,6	1,0
Zone euro	0,2	0,2	1,6	1,2
OCDE - Total	0,4	0,3	2,2	1,6
Chine	1,6	1,5	6,5	6,0
Inde	1,1	1,1	7,1	4,7

Source: OCDE, principaux indicateurs économiques, décembre 2019

En glissement annuel, l'activité économique a ralenti aussi bien dans les principaux pays avancés, à l'exception du Japon, que dans les pays émergents.

Le rythme de croissance du PIB a décéléré aux Etats-Unis (2,1 contre 3,1%), suite aux tensions commerciales avec la Chine, au Royaume-Uni (1,0 contre 1,6%) et dans la Zone euro (1,2 contre 1,6%) en raison de la baisse de l'activité industrielle et de l'incertitude liée au BREXIT. Au Japon, l'activité économique s'est accélérée (1,4 contre 0,2%) sous l'effet de l'amélioration de la demande intérieure.

L'activité économique a ralenti dans les pays émergents notamment en Chine (1,5 contre 1,6%) et en Inde (4,7 contre 7,1%).

Selon les prévisions du FMI¹, la croissance économique mondiale pour 2019 s'établirait à 3,0 contre 3,6% en 2018. Le ralentissement de la croissance mondiale est une conséquence des tensions commerciales et technologiques entre les Etats-Unis et leurs principaux partenaires commerciaux, des conflits géopolitiques et des facteurs propres aux pays.

Tableau 2: Croissance économique mondiale (en %)

	2017	2018	2019(p)
PIB mondial	3,8	3,6	3,0
Pays avancés	2,5	2,3	1,7
Etats-Unis	2,4	2,9	2,4
Zone euro	2,5	1,9	1,2
Japon	1,9	0,8	0,9
Royaume-Uni	1,8	1,4	1,2
Pays émergents et pays en développement	4,8	4,5	3,9
Chine	6,8	6,6	6,1
Inde	7,2	6,8	6,1
Afrique subsaharienne	3,0	3,2	3,2
<i>Nigeria</i>	0,8	1,9	2,3
<i>Afrique du Sud</i>	1,4	0,8	0,7

(p): provisoire

Source: FMI, *Perspectives économiques mondiales, Octobre 2019*

Dans les pays avancés, le taux de croissance économique projeté est de 1,7 contre 2,3% en 2018. Ce repli serait notamment lié à une faible productivité de l'industrie manufacturière, en particulier l'industrie automobile, aux incertitudes persistantes liées au commerce et à celles entourant le BREXIT.

Dans les pays émergents et en développement, il est attendu une décélération de la croissance économique (3,9 contre 4,5% en 2018). Ce ralentissement s'expliquerait par le fléchissement de l'activité des principaux pays comme la Chine (6,1 contre 6,6%) en raison notamment des tensions commerciales et technologiques avec les Etats-Unis et l'Inde (6,1 contre 6,8%) suite à la baisse de la demande intérieure.

En Afrique subsaharienne, la croissance se maintiendrait à 3,2% en 2019. Elle est inférieure aux prévisions antérieures en raison d'une conjoncture extérieure moins favorable. Cette stabilité de la croissance économique est liée aux faibles performances des pays exportateurs de pétrole et à

¹FMI, Perspectives de l'économie mondiale, Octobre 2019

une croissance faible en Afrique du Sud qui serait compensée par une croissance vigoureuse dans les pays pauvres en ressources naturelles.

1.2. Commerce mondial

En 2019, le volume du commerce mondial ralentirait sensiblement (1,1 contre 3,6% en 2018). Le relèvement des droits de douane par les Etats-Unis et des mesures de représailles prises par leurs partenaires commerciaux notamment la Chine et l'incertitude prolongée du BREXIT sont à l'origine de ce ralentissement.

Tableau 3 : Croissance du commerce mondial (en %)

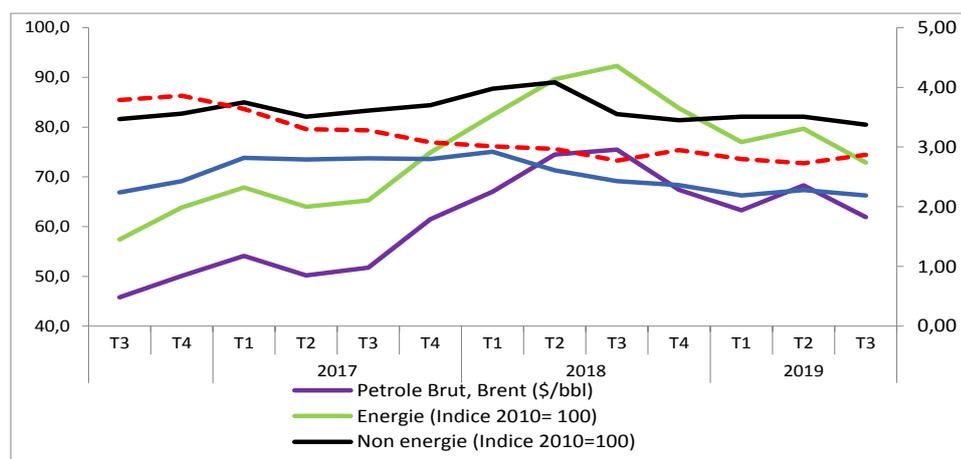
	2017	2018	2019(p)
Commerce mondial (biens et services)	5,7	3,6	1,1
Importations			
<i>Pays avancés</i>	4,7	3,0	1,2
<i>Pays émergents et en développement</i>	7,5	5,1	0,7
Exportations			
<i>Pays avancés</i>	4,7	3,1	0,9
<i>Pays émergents et en développement</i>	7,3	3,9	1,9

Source : FMI, *Perspectives de l'économie mondiale, Octobre 2019*

1.3. Prix des matières premières et inflation

Par rapport au trimestre précédent, les prix des matières premières ont globalement baissé au cours du troisième trimestre 2019. En effet, le cours du pétrole brut (Brent) s'est établi à 61,90 contre 68,30 \$/bbl. Le prix du thé aux enchères de Mombassa s'est établi à 2,19 contre 2,28\$/kg le trimestre précédent. L'indice de l'énergie et celui des produits non énergétiques ont baissé d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 72,90 contre 79,70 et à 80,50 contre 82,10, respectivement. Le cours du café arabica a, par contre, augmenté passant de 2,73 à 2,87 \$/kg.

Graphique 1 : Prix des matières premières



Source: Banque Mondiale, prix des matières premières, novembre 2019

Suite à cette baisse des prix des produits énergétiques et d'autres matières premières, l'inflation globale a diminué dans la plupart des pays avancés et émergents d'un trimestre à l'autre.

Tableau 4: Inflation dans les principaux pays avancés et émergents (en %)

	En glissement annuel		
	T3-2018	T2-2019	T3-2019
États-Unis	2,64	1,81	1,76
Japon	1,48	0,79	0,33
Royaume-Uni	2,30	2,00	1,80
Zone euro	2,12	1,40	0,95
OCDE - Total	2,90	2,27	1,90
Chine	2,30	2,63	2,87
Inde	5,61	8,53	6,42

Source: OCDE, Principaux indicateurs économiques, novembre 2019

En glissement annuel, l'inflation globale a baissé dans l'ensemble des pays de l'OCDE (1,90 contre 2,90%) alors qu'elle a augmenté en Inde (6,42 contre 5,61%) et en Chine (2,87 contre 2,30%).

1.4. Politique monétaire dans les pays développés

Au cours du troisième trimestre 2019, les banques centrales de la plupart des pays avancés ont maintenu leurs politiques monétaires accommodantes dans une perspective de stimuler la croissance économique et soutenir le maximum d'emploi.

Aux Etats-Unis, la Réserve Fédérale a décidé de baisser la fourchette cible du taux des fonds fédéraux entre 1,75 à 2,0% contre 2,25 à 2,50% qui prévalait au trimestre précédent en vue de favoriser le plein emploi et la remontée de l'inflation vers la cible de 2%.

Dans la Zone euro, la Banque Centrale Européenne (BCE) a abaissé de 10 points de base le taux de la facilité de dépôt s'établissant à -0,50%, et a maintenu inchangés ses taux d'intérêt des opérations principales de refinancement et de la facilité de prêt marginal, soit respectivement 0,00% et 0,25%. Elle a poursuivi le rachat des actifs et le réinvestissement des remboursements pour maintenir des conditions de liquidité favorables aux banques et un degré élevé de soutien monétaire.

La Banque du Japon a maintenu une politique monétaire accommodante estimant que l'expansion économique reste modérée et que l'objectif d'atteindre un taux d'inflation cible de 2,0% n'est pas encore atteint. La Banque du Japon continue d'appliquer un taux d'intérêt négatif (-0,1%) sur les facilités de dépôts et poursuivra son programme de rachats des obligations du Trésor aussi longtemps que nécessaire pour réaliser et maintenir cet objectif de manière stable.

1.5. Principaux indicateurs macroéconomiques des pays de la CEA²

Selon les prévisions du FMI d'octobre 2019, l'activité économique de la CEA pourrait décélérer (5,6% contre 6,5% en 2018) mais la croissance resterait robuste par rapport à la moyenne de l'Afrique subsaharienne (3,2%), grâce principalement aux investissements publics et privés, aux bonnes performances agricoles et à des politiques monétaires accommodantes ayant favorisé le crédit au secteur privé.

² Les données du Sud Soudan ne sont pas disponibles.

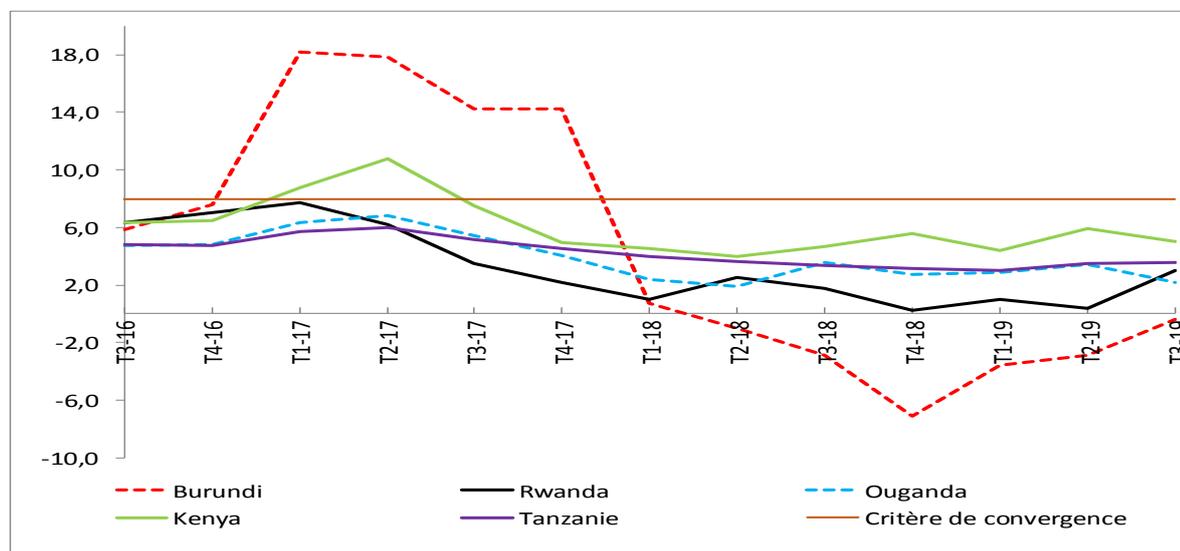
Tableau 5: Croissance du PIB dans les pays de la CEA³ (en %)

	2016	2017	2018	2019 (p)
Burundi	3,2	3,6	3,8	4,1
Kenya	5,9	4,9	6,3	5,6
Ouganda	2,3	5,0	6,1	6,2
Rwanda	6,0	6,1	8,6	7,8
Tanzanie	6,9	6,8	7,0	5,2
CAE	5,4	5,6	6,5	5,6
AfSS	1,4	3,0	3,2	3,2

Source: FMI, Perspectives économiques régionales : AFSS, octobre 2019

Au troisième trimestre 2019, les taux d'inflation moyens des pays de la CEA sont, dans l'ensemble, restés modérés et inférieurs au critère de convergence de 8% suite notamment à la baisse des prix des produits alimentaires et énergétiques. L'inflation a décéléré au Kenya (5,0 contre 5,9%), en Ouganda (2,2 contre 3,4%). Elle a légèrement augmenté en Tanzanie (3,6 contre 3,5%) et au Rwanda (3,0 contre 0,4%) pendant que le Burundi a connu une déflation (-0,4 contre -2,9%).

Graphique 2 : Inflation dans les pays de la CEA (en %)

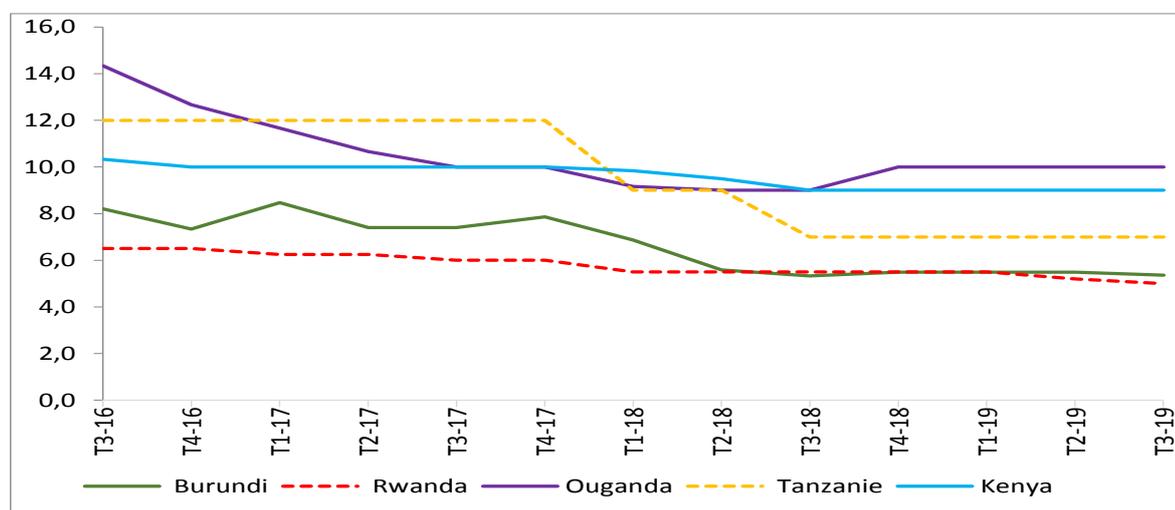


Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

³ Les données du Burundi sont tirées du Cadrage macroéconomique du Burundi, mars 2019.

En vue de soutenir davantage la croissance et pallier au ralentissement de l'activité économique régionale lié à une conjoncture mondiale moins favorable, toutes les banques centrales de la CEA ont maintenu leurs politiques monétaires accommodantes.

Graphique 3 : Taux d'intérêts des banques centrales



Source: Sites des banques centrales des pays de la CEA

En effet, les taux directeurs des banques centrales de l'Ouganda (10,0%), du Kenya (9,0%) et de la Tanzanie (7,0%) sont restés inchangés comme au trimestre précédent. Le taux de la Banque nationale du Rwanda a baissé (5,0 contre 5,5%). Au Burundi, le taux moyen de la facilité de prêt marginal s'est établi à 5,4 contre 5,5% au trimestre précédent.

En glissement annuel, les monnaies des pays de la CEA ont fluctué dans les marges de plus ou moins 5,0% convenues dans le cadre du maintien de la stabilité du taux de change.

Tableau 6 : Taux de change de l'USD par rapport aux monnaies de la CEA

	Fin de période				
	USD/TZS	USD/RWF	USD/UGX	USD/KSH	USD/BIF
sept-18	2 288,80	869,25	3 822,14	100,95	1 789,59
juin-19	2 289,50	898,28	3 694,76	102,19	1 845,14
sept-19	2 289,40	909,80	3 684,20	103,90	1 863,43
Variation sept-19/sept-18 (%)	0,0	4,7	-3,6	2,9	4,1
Variation Sept-19/Juin-19 (%)	0,00	1,28	-0,29	1,67	0,99

Source : Sites des banques centrales des pays de la CEA

D'un trimestre à l'autre, les monnaies des pays de la CEA se sont globalement stabilisées par rapport au dollar américain traduisant des pressions modérées sur les réserves de change.

2. CONJONCTURE ECONOMIQUE ET FINANCIERE DU BURUNDI

2.1. Production et prix

La production trimestrielle du thé sec a augmenté de 8,4% par rapport à la même période de l'année précédente, se fixant à 1.721,5 contre 1.587,7 T suite à une bonne pluviosité. Par contre, la production du café vert a baissé de 13,2% au troisième trimestre 2019, s'établissant à 11.407 contre 13.136 T à la même période de 2018 suite à la cyclicité du caféier.

L'indice moyen de la production industrielle s'est accru de 1,8% par rapport au troisième trimestre de 2018, suite essentiellement à l'augmentation de la production dans les industries alimentaires notamment la production de boissons de la BRARUDI (5,8%) et de cigarettes (6,5%). Par rapport au trimestre précédent, cet indice s'est accru de 60,0%, passant de 114,0 à 182,5, en rapport principalement avec la campagne de production sucrière, l'augmentation de la production des boissons de la BRARUDI (23,3%) et de cigarettes (14,3%).

La production d'électricité de la REGIDESO a augmenté de 12,3% par rapport au trimestre correspondant de 2018, passant de 58.181 à 65.341 Mégawatts, en liaison avec une bonne pluviosité et l'augmentation de la production d'électricité des centrales thermiques en location (35,7%). De même, elle s'est accrue de 4,1% par rapport au trimestre précédent.

Le volume des marchandises transitant au port de Bujumbura a progressé de 7,6% par rapport au même trimestre de 2018 et de 5,3% par rapport au trimestre précédent, en liaison avec l'augmentation des importations de sucre, de ciment et de clinker.

L'activité a augmenté à l'aéroport international Melchior NDADAYE au troisième trimestre 2019. Le nombre de passagers a progressé de 5,7% en glissement annuel et 11,2% d'un trimestre à l'autre. Le trafic des aéronefs a fléchi de 3,2% en glissement annuel et de 5,3% en glissement trimestriel.

Pour l'année 2019⁴, le taux de croissance du PIB pourrait atteindre 4,1%, en liaison avec l'amélioration de l'activité dans les secteurs primaire et secondaire. L'inflation pourrait atteindre 3,5 contre une réalisation de -2,6% en 2018.

⁴ Ces prévisions sont tirées du cadrage macroéconomique de mars 2019. Le taux d'inflation moyen sur les neuf mois de 2019 étant de -2,3%.

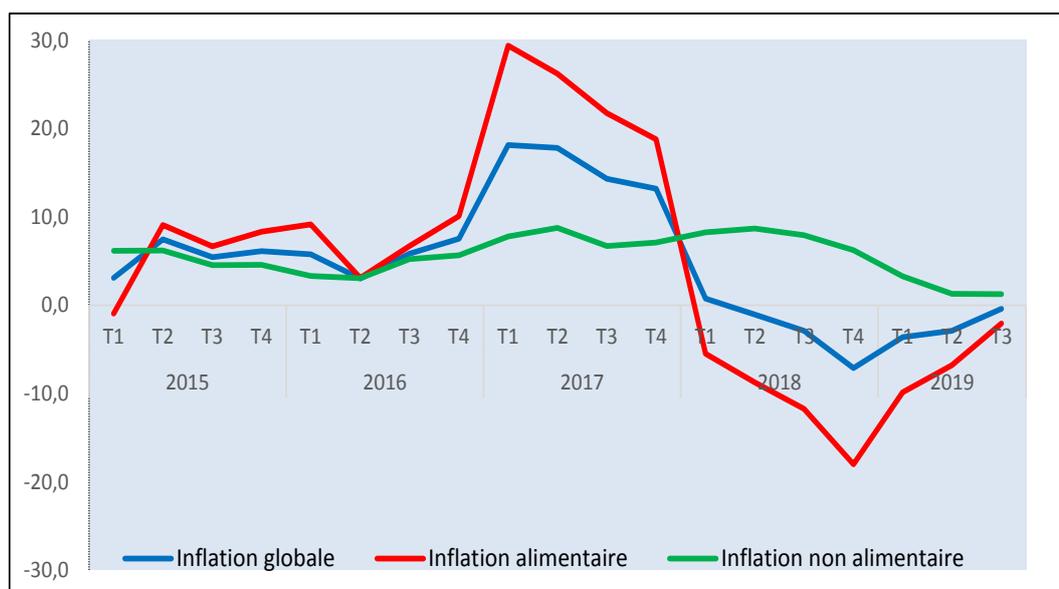
Tableau 7 : Croissance du PIB réel et inflation (en %)

	2016	2017	2018	2019 (prév.)
1. Croissance du PIB réel	3,2	3,6	3,8	4,1
Secteur primaire	1,9	-1,2	2,4	6,4
Secteur secondaire	11,2	0,3	3,4	6,9
Secteur tertiaire	-0,9	9,3	4,7	1,8
2. Inflation	5,6	16,1	-2,6	3,5

Source : Données du Cadrage macroéconomique, mars 2019

La déflation continue au troisième trimestre en 2019 mais à un rythme moins accéléré que celui du trimestre correspondant en 2018 (-0,4 contre -2,9%), principalement liée à la baisse des prix des produits alimentaires (-2,1 contre -11,7%).

Graphique 4 : Inflation par principales composantes (en %)



Source : Calculs de la BRB à partir des données de l'ISTEEBU

De même par rapport au trimestre précédent, la déflation continue (-0,4 contre -2,9%), principalement tirée par la baisse des prix des produits alimentaires (-2,1 contre -6,8%), l'inflation non alimentaire s'étant stabilisée à 1,3%.

2.2. Secteur extérieur

2.2.1. Balance des paiements

La balance des paiements du troisième trimestre 2019 s'est soldée par un besoin de financement du compte courant et de capital de 124.043,0 MBIF, en diminution de 3.426,4 MBIF par rapport à celui du même trimestre de l'année précédente. Cet allègement s'explique par l'augmentation du solde excédentaire du compte de capital (53.893,4 contre 41.185,6 MBIF), le solde déficitaire du compte courant s'étant davantage détérioré (-177.936,4 contre -168.655,0 MBIF).

Tableau 8: Balance des paiements (en MBIF)

	T3-2018	T2-2019	T3-2019
COMPTE COURANT	-168 655,0	-186 077,6	-177 936,4
crédit	262 016,9	264 044,4	331 896,6
débit	430 671,9	450 122,0	509 832,9
Biens	-243 366,0	-210 705,9	-277 415,9
exports FOB	68 742,2	99 114,2	96 740,8
imports FOB	312 108,2	309 820,1	374 156,7
Services	-34 783,7	-100 067,7	-103 005,6
crédit	64 041,5	19 350,9	18 315,5
débit	98 825,2	119 418,6	121 321,1
Revenus primaires	5 377,1	-595,2	2 994,6
crédit	8 947,2	6 080,0	9 156,5
débit	3 570,0	6 675,2	6 161,8
Revenus secondaires	104 117,6	125 291,2	199 490,5
crédit	120 286,1	139 499,3	207 683,8
débit	16 168,5	14 208,1	8 193,3
COMPTE DE CAPITAL	41 185,6	71 430,3	53 893,4
crédit	41 282,8	71 658,1	54 060,1
débit	97,3	227,8	166,8
<i>Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte courant et du compte de capital)</i>	-127 469,4	-114 647,3	-124 043,0
COMPTE FINANCIER			
<i>Capacité (+) / besoin (-) de financement (du compte financier)</i>	-67 534,8	-114 534,2	-130 103,5
Investissements directs	0,0	0,0	-527,4
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	527,4
Investissements de portefeuilles	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	0,0
Dérivés financiers et options sur titres (net)	0,0	0,0	0,0
Acquisition nette d'actifs financiers	0,0	0,0	0,0
Accroissement net de passifs	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	-38 186,5	-151 407,2	-112 233,1
Acquisition nette d'actifs financiers	10 597,5	5 610,4	28 191,8
Accroissement net de passifs	48 784,0	157 017,6	140 424,9
-dont Droits de tirages spéciaux (allocations DTS)	689,9	2 008,3	-1 682,2
Avoirs de réserve	-29 348,3	36 873,0	-17 342,9
ERREURS ET OMISSIONS	59 934,6	113,2	-6 060,5

Source : BRB

Le solde déficitaire des biens s'est détérioré (-277.415,9 contre -243.366,0 MBIF), suite à l'augmentation plus importante des importations FOB (+62.048,6 MBIF) par rapport à celle des exportations FOB (+27.998,6 MBIF). Le solde déficitaire des services s'est creusé (-103.005,6 contre -34.783,7 MBIF), principalement les services des administrations publiques qui ont diminué de 46.692,8 MBIF et les services liés aux transports qui ont baissé de 11.322,5 MBIF.

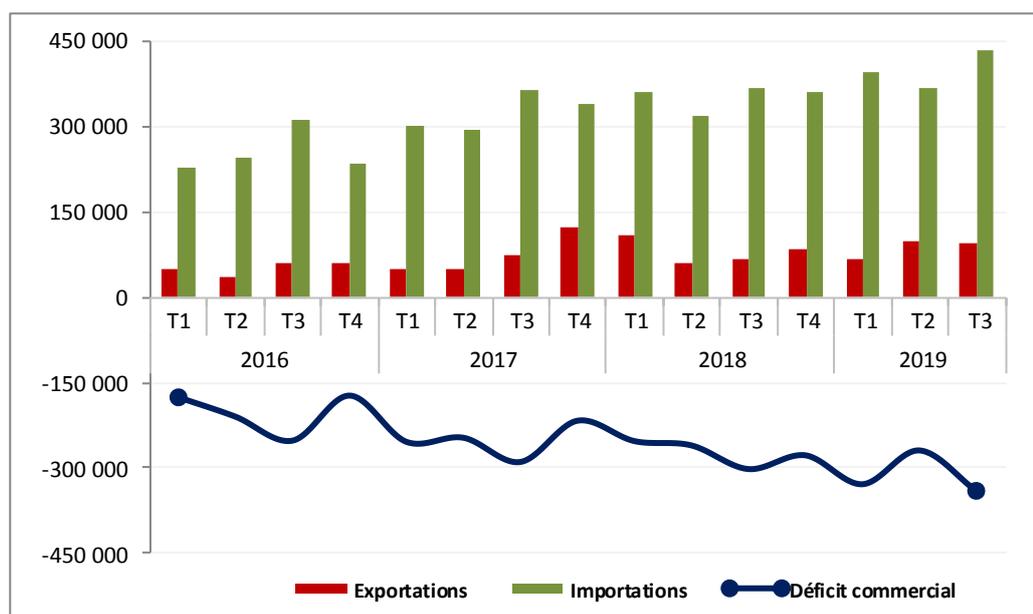
L'excédent des revenus secondaires a progressé (199.490,5 contre 104.117,6 MBIF), tiré par la hausse des transferts, à la fois, publics (+23.968,7 MBIF) et privés (+71.404,2 MBIF). Au niveau des transferts du secteur privé, cette hausse est due à l'accroissement des transferts personnels (34.251,7 contre 8.395,7 MBIF) et des autres revenus secondaires (127.674,9 contre 82.126,7 MBIF).

Au troisième trimestre 2019, le compte financier a enregistré un besoin de financement plus important que celui du même trimestre de 2018 (130.103,5 contre 67.534,8 MBIF), suite essentiellement à la hausse du déficit des autres investissements (-112.233,1 contre -38.186,5 MBIF), notamment l'accroissement des engagements au titre des crédits commerciaux.

2.2.2. Commerce extérieur

Le déficit commercial s'est accru au troisième trimestre 2019 par rapport au même trimestre de 2018, s'élevant à 339.877,6 contre 301.888,1 MBIF. Cette augmentation s'explique par un accroissement des importations (+65.988,1 MBIF) plus important que celui des exportations (+27.998,6 MBIF).

Graphique 5 : Balance commerciale (en MBIF)

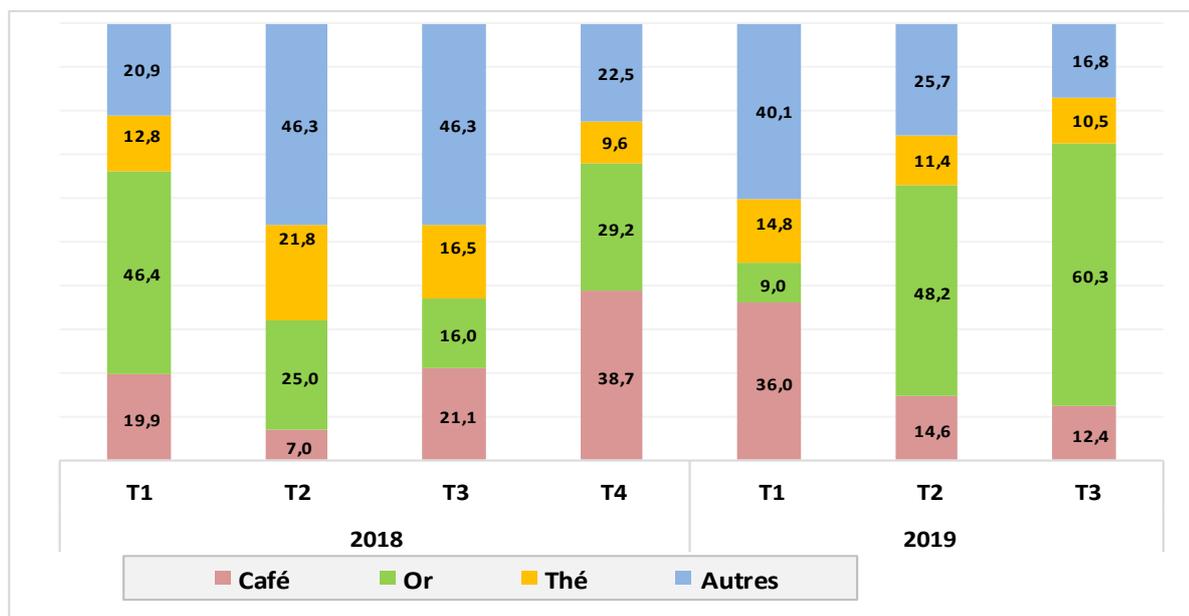


Source : BRB

Les exportations ont augmenté de 40,7% en glissement annuel, passant de 68.742,2 à 96.740,8 MBIF au troisième trimestre 2019, tirées par la hausse des exportations des produits primaires (83.360,8 contre 46.690,5 MBIF). Par contre, les exportations des produits manufacturés ont diminué (13.380,0 contre 22.051,7 MBIF).

La hausse des exportations des produits primaires a principalement porté sur l'or non monétaire (+47.364,2 MBIF), les exportations des autres produits primaires ayant baissé. Concernant les exportations des produits manufacturés, leur diminution a principalement concerné la catégorie « autres produits manufacturés » (-8.021,7 MBIF).

Graphique 6 : Les principaux produits exportés (en % des exportations totales)



Source : BRB

Les importations ont augmenté de 17,8% au troisième trimestre 2019, s'élevant à 436.618,4 contre 370.630,3 MBIF au même trimestre de 2018, en rapport avec la hausse, à la fois, des importations de biens de production (202.506,1 contre 181.631,6 MBIF), de biens de consommation (165.080,5 contre 133.910,1 MBIF) et de biens d'équipement (69.031,8 contre 55.088,6 MBIF).

Les principales importations de biens de production qui ont augmenté sont celles destinées à la construction (+23.460,4 MBIF), à la métallurgie (+9.223,1 MBIF) et à l'alimentation (+8.439,8 MBIF), celles destinées à l'agriculture et l'élevage ayant diminué (-21.247,9 MBIF).

L'augmentation des importations de biens de consommation est essentiellement tirée par les biens de consommation durables notamment les textiles (+18.877,3 MBIF), les véhicules (+6.552,0 MBIF) et autres biens de consommation durables (+9.724,2 MBIF). En revanche, les importations de biens de consommation non durables ont diminué, en l'occurrence les produits pharmaceutiques (-6.140,0 MBIF). L'accroissement des importations de biens d'équipement a principalement concerné les tracteurs et engins de transports (+12.210,7 MBIF).

2.3. Finances et dette publiques

Au troisième trimestre 2019, le déficit budgétaire dons inclus s'est aggravé par rapport au même trimestre de 2018, passant de 27.968 à 73.039,8 MBIF, en liaison avec l'augmentation plus importante des dépenses par rapport à celle des recettes. Ce déficit a été principalement financé par un endettement intérieur de 18.668,3 MBIF et extérieur de 11.658,5 MBIF.

Tableau 9 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	T3-2018	T2-2019	T3-2019
A. RECETTES ET DONDS	251 373,8	316 168,1	306 489,2
a. Recettes	210 154,2	244 636,0	252 436,5
Recettes courantes	210 154,2	244 636,0	252 436,5
Recettes exceptionnelles	-	-	-
b. Dons	41 219,6	71 532,1	54 052,6
courants	-	-	-
en capital	41219,6	71 532,1	54 052,6
B. DEPENSES	279 341,8	397 435,2	379 529,0
a. Dépenses courantes	208 114,2	216 707,6	258 385,0
Salaires	101 920,8	108 632,3	110 624,5
b. Dépenses en capital	71 227,6	180 727,6	121 144,0
Sur ressources nationales	21 490,0	41 343,1	49 477,5
Sur prêts et dons extérieurs	49 737,6	139 384,5	71 666,5
SOLDE GLOBAL DONDS COMPRIS (base engagement)	-27 968,0	-81 267,1	-73 039,8
C. FINANCEMENT	27 968,0	81 267,1	73 039,8
Financement extérieur net	4 603,8	65 430,6	11 658,5
Financement intérieur net	57 750,0	80 000,4	18 668,3
D. Erreurs et omission	-34 385,8	-64 163,8	42 713,0

Source : MFBCDE

En glissement annuel, les recettes ont augmenté de 16,8% au troisième trimestre 2019, passant de 210.154,2 à 252.436,5 MBIF et les dons en capital ont augmenté de 31,1%, s'établissant à 54.052,6 contre 41.219,6 MBIF à la même période de l'année précédente.

De même, les dépenses ont augmenté de 35,9% au troisième trimestre 2019, se fixant à 379.529,0 contre 279.341,8 MBIF, en rapport avec l'augmentation des dépenses courantes (24,2 %) et des dépenses en capital (70,1%).

La dette publique totale a augmenté de 19,3% en glissement annuel, passant de 2.651,1 à 3.162,9 Mds de BIF et de 2,9% par rapport au trimestre précédent. La dette intérieure s'est accrue de 21,2% en glissement annuel, passant de 1.846,9 à 2.238,5 Mds de BIF et de 3,7% d'un trimestre à l'autre. Composée essentiellement des titres du Trésor et des avances de la Banque Centrale, la dette intérieure représente 70,7% de la dette publique totale.

Graphique 7 : Evolution de la dette publique (en MBIF)



Source : BRB

En glissement annuel, l'encours de la dette extérieure s'est accru de 14,9%, passant de 804.250,5 à 924.353,6 MBIF. Cette augmentation est expliquée par les tirages (113.547,0 MBIF) et les plus-values de réévaluation (20.250,5 MBIF) qui ont dépassé le remboursement de la dette en principal (13.694,5 MBIF). De même, elle a augmenté de 1,2% par rapport au trimestre précédent, en liaison avec les nouveaux tirages (17.613,8 MBIF), partiellement contrebalancés par les moins-values (953,6 MBIF) et le remboursement de la dette en principal (5.955,4 MBIF).

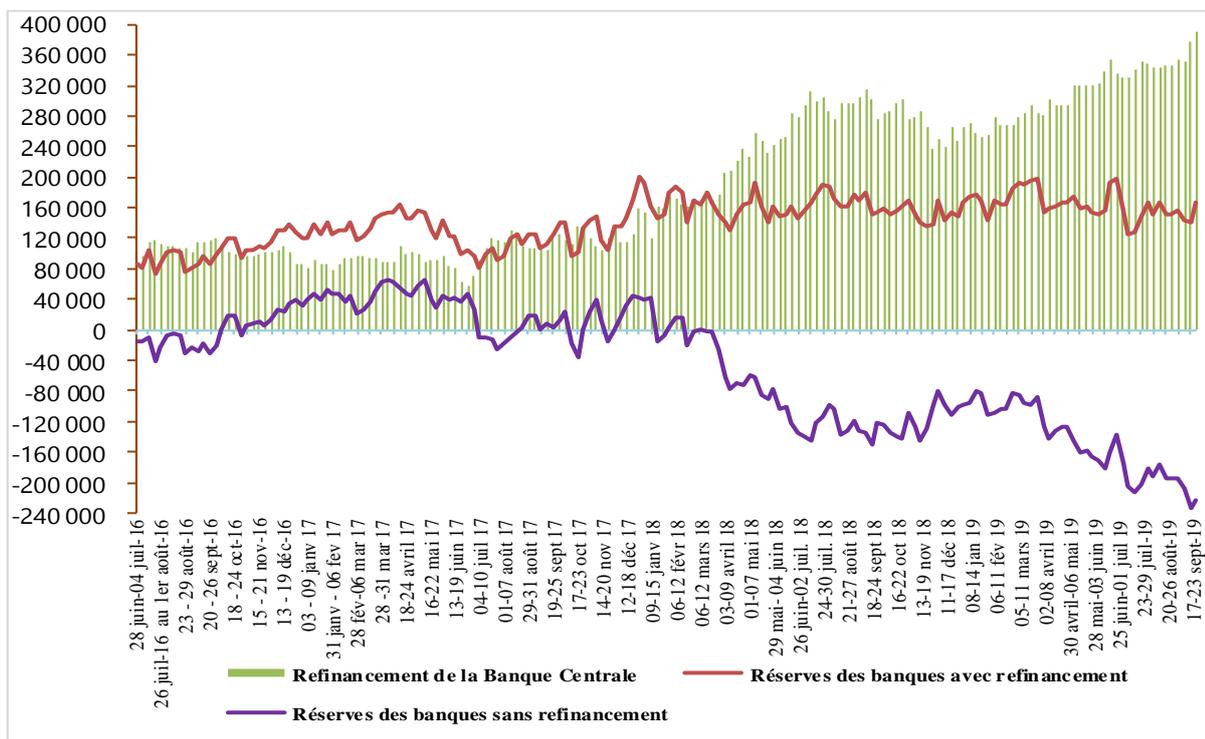
2.4. Secteur monétaire

2.4.1. Réserves des banques et taux d'intérêts

Les réserves des banques ont diminué au troisième trimestre par rapport au deuxième trimestre 2019. Sans interventions de la Banque Centrale, elles se seraient établies à -199.592 contre -146.697 MBIF, en moyenne hebdomadaire, et s'élevaient à -127.392 MBIF au même trimestre de 2018.

Suite à cette baisse des réserves, les banques ont fait recours au refinancement de la Banque Centrale. En effet, l'encours du refinancement s'est élevé à 350.025 MBIF, en moyenne hebdomadaire, contre 313.876 MBIF au trimestre précédent et 296.832 MBIF à la même période de 2018.

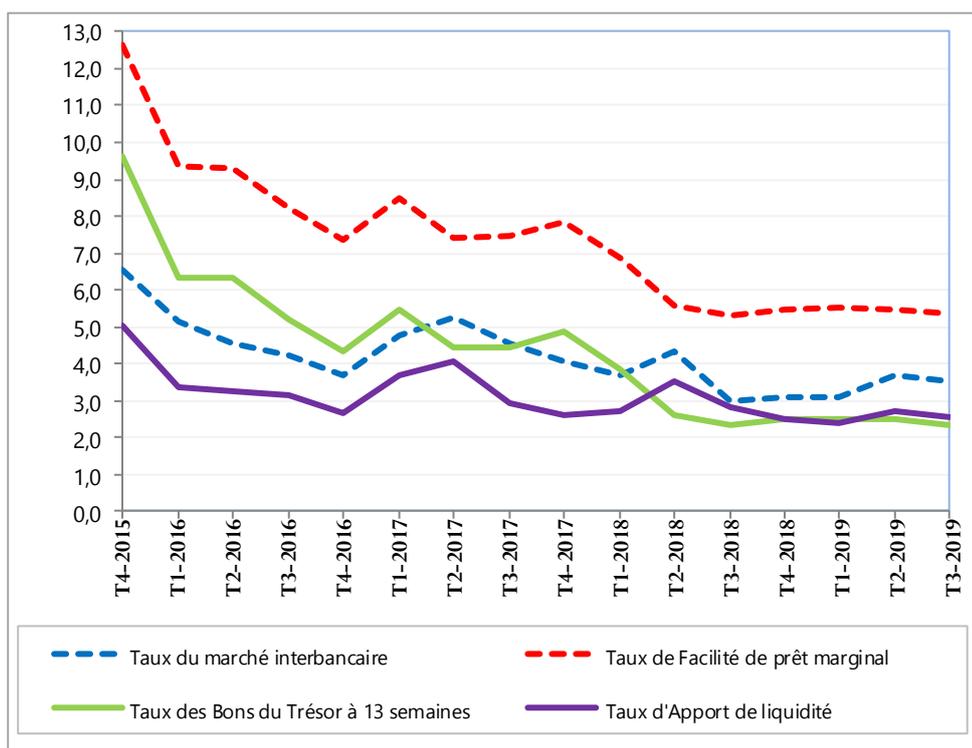
Graphique 8 : Réserves des banques et interventions de la BRB (en MBIF)



Source : BRB

Les taux moyens sur les opérations interbancaires et d'apport de liquidité par appels d'offres ont légèrement fléchi d'un trimestre à l'autre, revenant de 3,67 à 3,55% et de 2,71 à 2,56%, respectivement. En outre, le taux moyen de facilité de prêt marginal a diminué, s'établissant à 5,36 contre 5,49% suite à la baisse de celui sur les Bons du Trésor à 13 semaines auquel il est indexé (2,36 contre 2,49%).

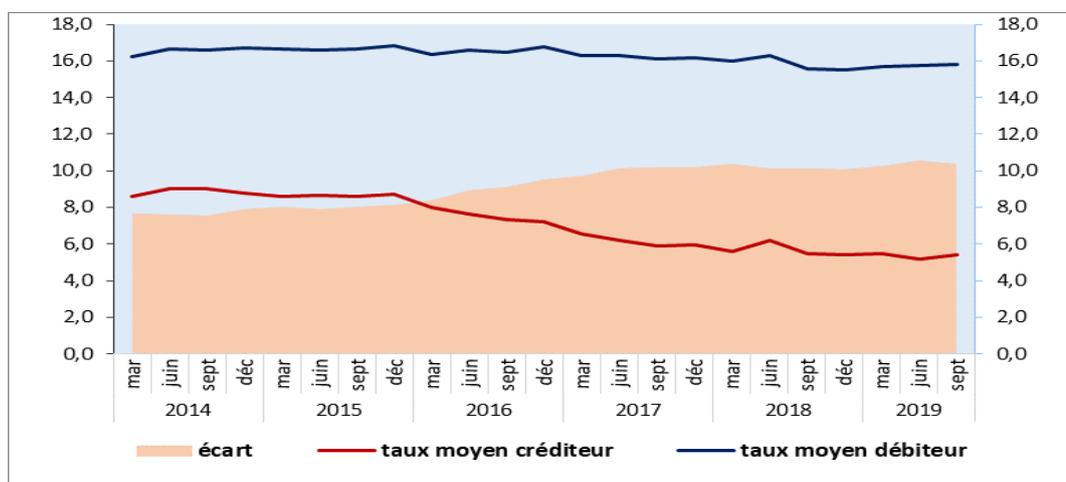
Graphique 9: Taux d'intérêt du marché monétaire (en %)



Source : BRB

Le taux d'intérêt moyen de l'encours des crédits a légèrement augmenté à fin septembre 2019, s'établissant à 15,80 contre 15,75% à fin juin 2019 et 15,57% à fin septembre 2018. De même, le taux d'intérêt moyen des crédits distribués s'est accru au cours du troisième trimestre 2019, s'établissant à 16,15 contre 15,65% au trimestre précédent et 15,78% à la même période de 2018.

Graphique 10 : Taux d'intérêt débiteurs et créditeurs moyens (en %)



Source : BRB

Le taux d'intérêt créditeur moyen a légèrement augmenté à fin septembre 2019, se fixant à 5,40 contre 5,16% à la fin du trimestre précédent. En revanche, en glissement annuel, le taux d'intérêt créditeur moyen a légèrement diminué (5,40 contre 5,45%). Cette baisse a porté sur les dépôts à vue rémunérés (2,0 contre 2,63%) et les comptes à terme (6,64 contre 6,72%).

2.4.2. Base monétaire

La base monétaire a reculé de 2,4% à fin septembre 2019 par rapport à fin juin 2019, s'établissant à 644.436,4 contre 657.960,5 MBIF, suite à la diminution des avoirs extérieurs nets (-18,1%), les avoirs intérieurs nets ayant légèrement augmenté (+1,1%). S'agissant de ses composantes, la diminution de la base monétaire a principalement concerné les billets et pièces en circulation (-9.226,0 MBIF) ainsi que les dépôts des banques et microfinances (-12.249,1MBIF) et des établissements financiers (-32,1 MBIF). En revanche, les dépôts divers ont augmenté (+ 7.983,5 MBIF).

Tableau 10: Base monétaire et ses contreparties (en MBIF)

	sept.18	juin.19	sept.19	Variation (en %)	
				Trimestrielle	Annuelle
Billets et pièces en circulation	320 520,4	383 003,4	373 777,4	-2,4	16,6
Dépôts des banques et microfinances	176 105,6	225 728,0	213 478,9	-5,4	21,2
Dépôts des établissements financiers	3 001,7	3 359,1	3 326,6	-1,0	10,8
Dépôts divers	52 087,6	45 870,0	53 853,5	17,4	3,4
Base monétaire = Contreparties	551 715,3	657 960,5	644 436,4	-2,1	16,8
Avoirs extérieurs nets	-185 086,7	-121 713,1	-143 734,8	-18,1	22,3
Avoirs intérieurs nets	736 802,0	779 673,6	788 171,2	1,1	7,0
-Créances nettes sur l'Etat	394 238,0	377 197,7	291 333,9	-22,8	-26,1
-Autres postes nets	342 564,0	402 475,9	496 837,3	23,4	45,0

Source : BRB

En glissement annuel, la base monétaire a augmenté de 16,8%, en liaison avec l'accroissement des avoirs extérieurs nets (+22,3%) et des avoirs intérieurs nets (+7,0%). Cette hausse a concerné toutes les composantes de la base monétaire : les billets et pièces ont augmenté de 16,6%, les dépôts des banques et microfinances de 21,2%, ceux des établissements financiers de 10,8% et les dépôts divers de 3,4%.

L'analyse en termes de contribution à la variation de la base monétaire révèle que la diminution trimestrielle a été d'origine externe (-3,4 points de pourcentage) alors que l'accroissement annuel a été aussi bien d'origine interne (9,3 points de pourcentage) qu'externe (7,5 points de pourcentage).

Tableau 11 : Contribution à la variation de la base monétaire à fin septembre 2019

	Par rapport à juin 2019	Par rapport à sept. 2018
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-3,4	7,5
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	1,3	9,3
dont: -Créances nettes sur l'Etat	-13,0	-18,6
-Autres postes nets	14,3	27,9
Base monétaire	-2,1	16,8

Source: BRB

2.4.3. Masse monétaire et contreparties

Par rapport à fin juin 2019, la masse monétaire (M3) s'est accrue de 2,3% à fin septembre 2019, se fixant à 2.073,6 contre 2.027,0 Mds de BIF. Cette augmentation a porté sur les dépôts à vue (+4,2%) et les dépôts en devises des résidents (+3,8%). En revanche, les placements à terme et d'épargne et la circulation fiduciaire hors banques ont légèrement diminué de 0,9 et 0,3%, respectivement.

L'augmentation trimestrielle de la masse monétaire a résulté de la hausse des avoirs intérieurs nets (+79.879,4 MBIF), les avoirs extérieurs nets ayant diminué (-33.329,4 MBIF). La progression des avoirs intérieurs nets a concerné l'endettement net de l'Etat (+29.310,2 MBIF) et les créances sur l'économie (+76.002,5 MBIF) tandis que les autres postes nets ont diminué (-25.433,3 MBIF).

Tableau 12 : Masse monétaire et contreparties (en MBIF)

	sept.18	juin.19 (p)	sept.19 (p)	variation (en %)	
				trimestrielle	annuelle
M3	1 688 923,1	2 027 007,0	2 073 557,0	2,3	22,8
AEN	-217 284,7	-194 252,9	-227 582,3	-17,2	-4,7
AIN	1 906 207,8	2 221 259,9	2 301 139,3	3,6	20,7
-Crédit intérieur	2 265 248,8	2 575 844,3	2 681 157,0	4,1	18,4
Créances nettes sur l'Etat	1 237 688,0	1 472 138,7	1 501 448,9	2,0	21,3
Créances sur l'économie	1 027 560,8	1 103 705,6	1 179 708,1	6,9	14,8
-Autres postes nets	-359 041,0	-354 584,4	-380 017,7	-7,2	-5,8

Source: BRB

En glissement annuel, la masse monétaire (M3) a augmenté de 22,8%. Cette progression a été tirée par les dépôts à vue (+33,5%), les placements à terme et d'épargne (+10,8%), les avoirs en devises des résidents (+4,7%) et la circulation fiduciaire hors banques (+19,5%).

S'agissant de ses contreparties, la hausse a concerné les avoirs intérieurs nets (+20,7%) tandis que les avoirs extérieurs nets ont diminué (-4,7%). L'augmentation des avoirs intérieurs nets a porté sur les créances nettes sur l'Etat (+263.760,9 MBIF) et les créances sur l'économie (+152.147,3 MBIF), les autres postes nets ayant diminué (-20.976,7 MBIF).

Tableau 13 : Origine de la variation de la masse monétaire à fin septembre 2019

	Par rapport à juin 2019 (p)	Par rapport à sept 2018
Avoirs Extérieurs Nets (AEN)	-1,6	-0,6
Avoirs Intérieurs Nets (AIN)	3,9	23,4
dont: -Crédit Intérieur	5,2	24,6
-Autres Postes Nets	-1,3	-1,2
Masse monétaire	2,3	22,8

Source: BRB

La progression de la masse monétaire a été principalement d'origine interne aussi bien en glissement trimestriel (3,9 points de pourcentage) qu'en glissement annuel (23,4 points de pourcentage).

2.4.4. Avoirs extérieurs du secteur bancaire

A fin septembre 2019, les avoirs extérieurs ont diminué de 5,2% en glissement trimestriel alors qu'ils ont augmenté de 4,0% en glissement annuel.

Tableau 14: Avoirs extérieurs (en MUSD)

	Fin de période			variation	
	sept-18	juin-19	sept-19	trimestrielle	annuelle
BRB	69,60	96,01	81,70	-14,9	17,4
Dont: Réserves officielles	58,80	75,60	65,50	-13,4	11,4
Banques commerciales	80,80	68,89	74,70	8,4	-7,5
Total	150,40	164,90	156,40	-5,2	4,0

Source : BRB

Les avoirs extérieurs de la BRB ont diminué de 14,9% à fin septembre 2019 par rapport à fin juin 2019 alors qu'ils ont progressé de 17,4% en glissement annuel. En revanche, ceux des banques

commerciales se sont accrus de 8,4% d'une fin de trimestre à l'autre tandis qu'ils ont baissé de 7,5% en glissement annuel.

Les réserves officielles de change ont diminué de 13,4% à fin septembre 2019 par rapport à fin juin 2019, s'établissant à 65,50 contre 75,6 MUSD. Elles ont, par contre, augmenté de 11,4% en glissement annuel et couvraient 0,9 contre 0,8 mois d'importations de biens et services à la même période de 2018, alors que le niveau plancher est fixé à 4,5 mois dans les critères de convergence de la CEA.

2.5. Situation du secteur bancaire et stabilité financière

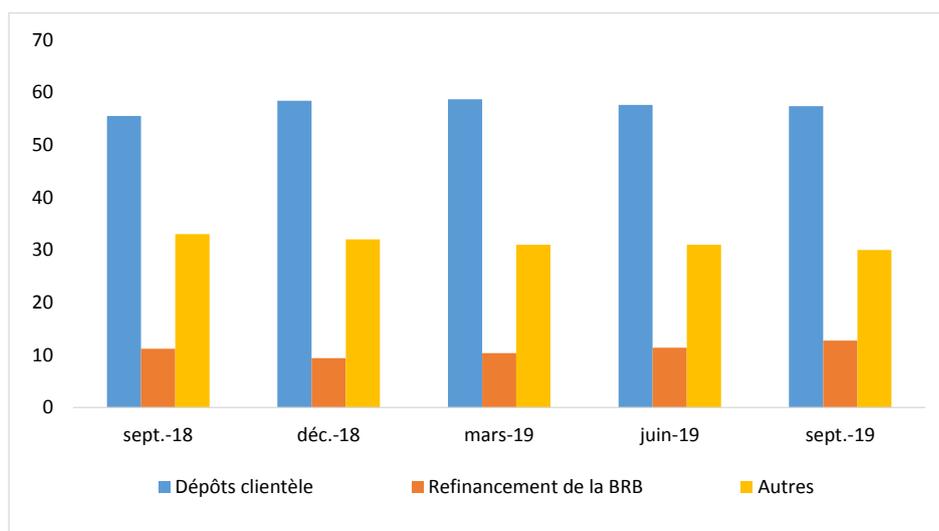
L'activité du secteur bancaire s'est accrue de 22,1% en glissement annuel, s'établissant à 3.089,5 Mds de BIF à fin septembre 2019 contre 2.530,2 Mds de BIF et de 5,1% d'un trimestre à l'autre. Sur les mêmes périodes, le portefeuille crédit et les dépôts de la clientèle ont augmenté. De même, les fonds propres du secteur bancaire et tous les ratios prudentiels sont demeurés au-dessus du minimum réglementaire à l'exception du ratio de liquidité en devises qui s'est établi à 94,4% à fin septembre 2019 contre une norme de 100%.

2.5.1. Evolution de l'activité bancaire

2.5.1.1. Principales ressources

Les dépôts ont augmenté de 26,2% à fin septembre 2019 par rapport à la même période de 2018, s'établissant à 1.772,5 contre 1.404,4 Mds de BIF et de 4,6% d'un trimestre à l'autre. Le refinancement auprès de la Banque Centrale s'est accru de 39,1%, s'établissant à 393,2 contre 282,6 Mds de BIF à la même période de 2018.

Graphique 11 : Répartition des principales ressources (en % du total)

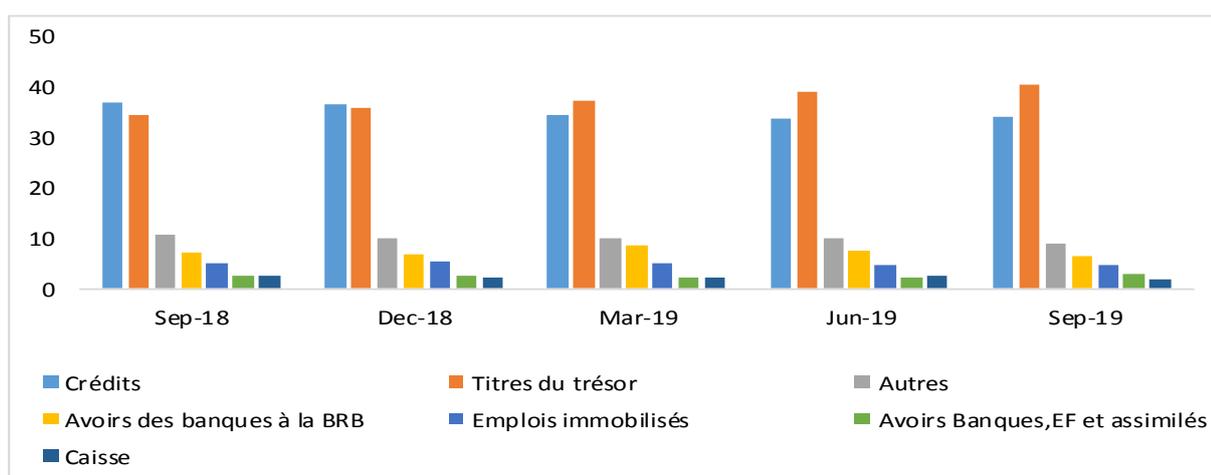


Source : BRB

2.5.1.2. Principaux emplois

Les crédits à l'économie ont augmenté de 12,1% à fin septembre 2019, s'établissant à 1.055,9 contre 941,6 Mds de BIF à fin septembre 2018 et de 6,3% à fin juin 2019. De même, l'encours des titres du Trésor s'est accru de 40,5% par rapport à fin septembre 2018, passant de 873,4 à 1.150,0 Mds de BIF et de 17,5% par rapport à fin juin 2019.

Graphique 12 : Répartition des emplois du secteur bancaire (en % du total)

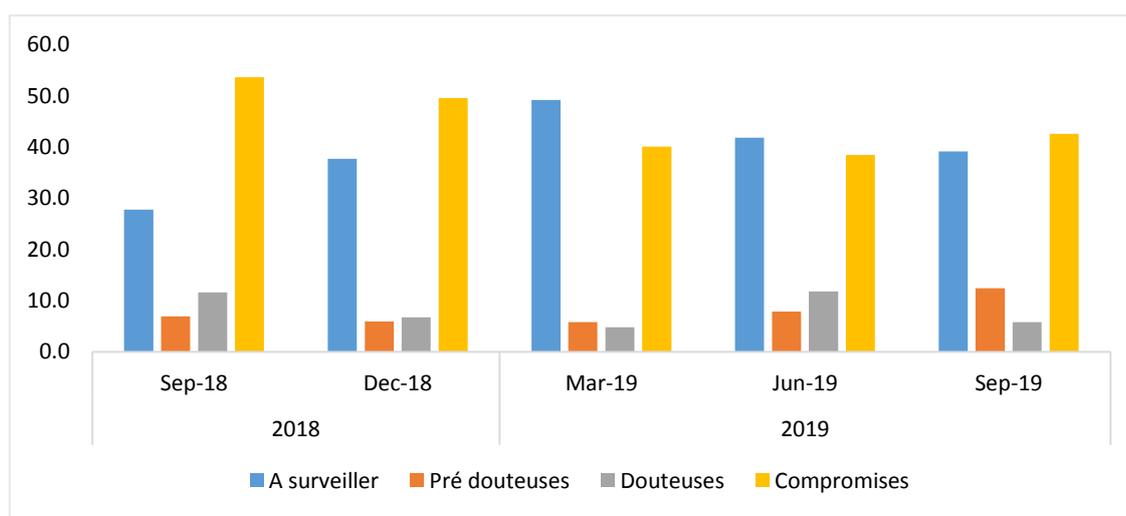


Source: BRB

2.5.2. Qualité du portefeuille crédit

En glissement annuel, les prêts non performants (PNP) ont baissé de 27,1% à fin septembre 2019, suite à une diminution des créances douteuses (-56,7%) et compromises (-31,2%), légèrement contrebalancée par une augmentation des créances pré-douteuses (+52,9%). Comparés au mois de juin 2019, ils ont diminué de 7,4%.

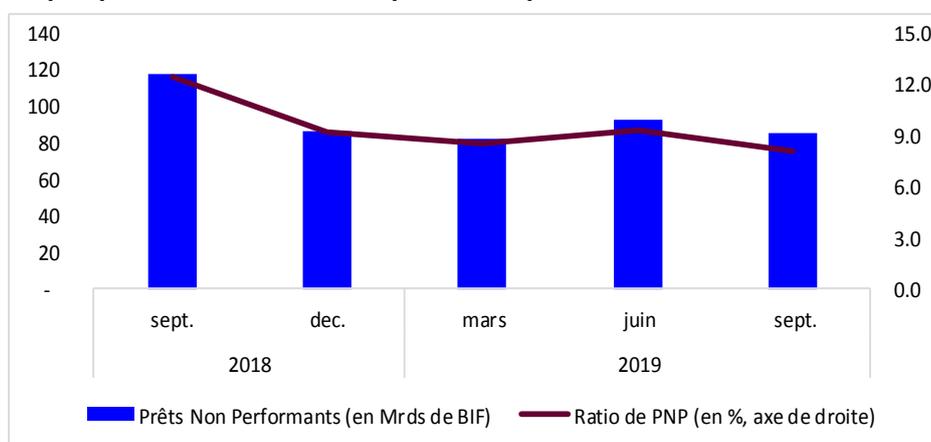
Graphique 13 : Créances impayées par classe (en % du total)



Source : BRB

Le taux des prêts non performants a baissé, se fixant à 8,1% à fin septembre 2019 contre 12,5% à fin septembre 2018, suite à la radiation des créances qui datent de deux ans dans les bilans des établissements de crédit.

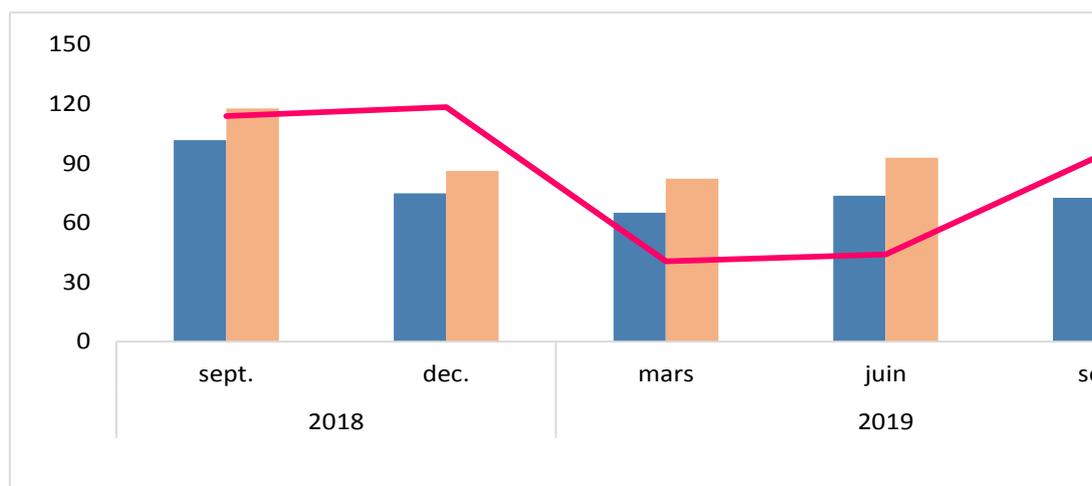
Graphique 14 : Evolution des prêts non performants



Source : BRB

Le ratio de couverture des prêts non performants par les provisions a légèrement diminué à fin septembre 2019, se fixant à 84,5 contre 86,4% à septembre 2018. Néanmoins, il a augmenté de 6,1 points de pourcentage par rapport au mois de juin 2019, suite à l'accroissement des créances pré-douteuses (+40,0%).

Graphique 15 : Evolution des provisions et taux de couverture

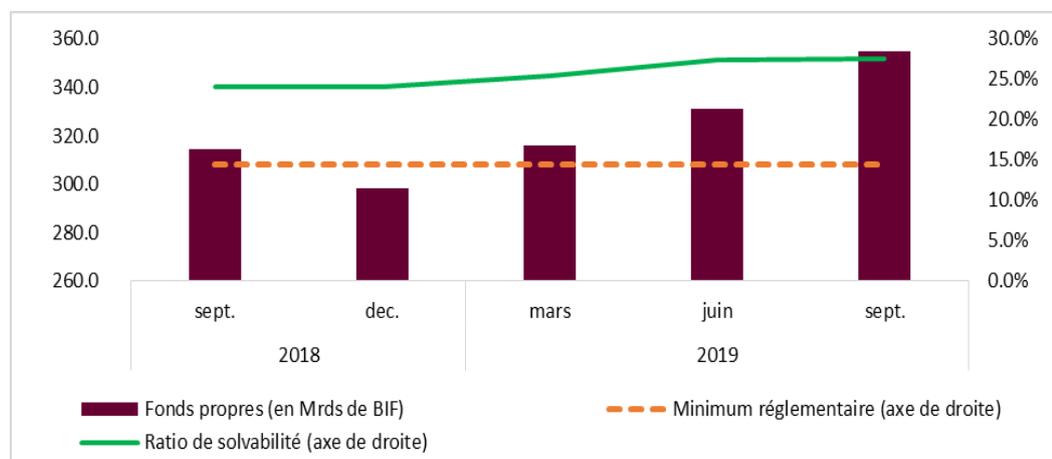


Source : BRB

2.5.3. Adéquation des fonds propres

Les fonds propres du secteur bancaire ont augmenté de 12,9% en glissement annuel et de 7,1% d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 354,9 contre 314,3 Mds de BIF à fin septembre 2018 et 331,3 Mds de BIF à fin juin 2019.

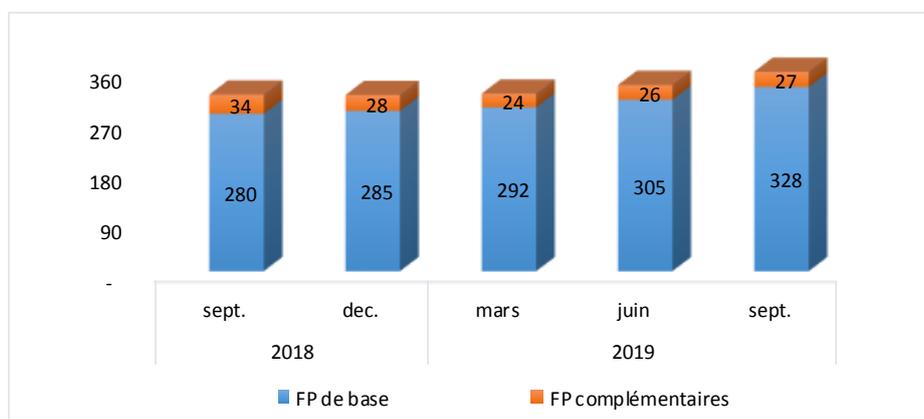
Graphique 16 : Evolution des fonds propres



Source : BRB

Le ratio de solvabilité globale s'est légèrement amélioré en glissement annuel et trimestriel, s'établissant à 27,5% contre 24,1% à fin septembre 2018 et 25,2% à fin juin 2019 alors que le minimum réglementaire est de 14,5%.

Graphique 17 : Composition des fonds propres (en Mds de BIF)



Source : BRB

Les fonds propres de base, constituant la plus importante composante des fonds propres du secteur, se sont fixés à 328 Mds de BIF à fin septembre 2019 contre 280 Mds de BIF à fin septembre 2018.

2.5.4. Rentabilité du secteur bancaire

Le produit net bancaire du secteur bancaire s'est accru de 19,9% à fin septembre 2019, se fixant à 188.564,4 contre 157.218,5 MBIF à fin septembre 2018. Le résultat net a également augmenté de 74,2%, passant de 53.087,7 à 92.461,4 MBIF. Ainsi, les rendements moyens des actifs (ROA) et des fonds propres (ROE) se sont améliorés, s'établissant respectivement à 3,0 et 26,1% contre 2,1% et 16,9% à la même période de 2018.

3. CONCLUSION

L'activité économique dans les principaux pays avancés et les pays émergents a ralenti en glissement annuel et trimestriel, suite principalement à la persistance des tensions commerciales et technologiques entre les Etats-Unis et leurs principaux partenaires commerciaux, à l'incertitude liée au BREXIT et aux conflits géopolitiques. Suite à ce ralentissement, les prix des matières premières ont globalement baissé et partant, l'inflation a diminué dans la plupart des pays avancés et pays émergents.

En Afrique subsaharienne, la croissance se maintiendrait à 3,2% en 2019. Elle est inférieure aux prévisions antérieures en raison d'une conjoncture économique internationale défavorable, surtout pour les pays exportateurs de pétrole et d'autres produits de base comme le Nigéria et l'Afrique du Sud. Toutefois, ces mauvaises performances seront compensées par une croissance vigoureuse dans les pays pauvres en ressources naturelles.

Au niveau de la conjoncture économique nationale, les principales productions du secteur primaire, notamment la production du café a régressé suite à la cyclicité du caféier. Toutefois, la production du thé a augmenté, en rapport avec une bonne pluviosité. La déflation continue, principalement expliquée par la forte baisse des prix des produits alimentaires.

La base monétaire et la masse monétaire ont augmenté au cours du troisième trimestre 2019 par rapport à la même période de 2018, suite à l'accroissement des avoirs intérieurs nets. Le secteur bancaire est demeuré suffisamment capitalisé, solvable, rentable et tous les principaux indicateurs de solidité financière se sont améliorés.

Au cours du troisième trimestre 2019, la BRB a révisé la réglementation relative au refinancement, conformément à la mise en œuvre de nouvelles orientations de politique monétaire, pour permettre aux établissements de crédit de financer des projets porteurs de croissance.

LES ANNEXES

Annexe 1: PIB par branche en Mds de BIF (au prix de 2005)

	2015	2016	2017	2018	2019
Secteur primaire	488,0	497,1	490,9	502,9	528,9
Agriculture vivrière	427,4	431,8	428,5	437,5	459,7
Agriculture d'exportation	21,3	17,6	17,5	18,3	19,8
- Café	4,9	4,2	4,6	4,7	5,1
- Thé	15,4	12,3	12,1	12,7	13,8
- Autres cultures d'exportation	1,0	1,1	0,8	0,9	1,0
Forêt	13,4	12,2	16,7	18,5	20,1
Elevage	22,5	31,6	24,6	24,8	25,4
Pêche	3,4	3,8	3,5	3,7	3,9
Secteur secondaire	290,2	322,6	323,4	334,4	354,9
Extraction	7,9	7,7	8,3	10,0	12,5
Industries	192,3	220,8	214,2	219,1	231,6
- Industries agroalimentaires	143,1	168,4	162,8	165,2	174,5
- Industries Manufacturières	49,2	52,4	51,4	53,9	57,1
. Industries textiles	3,9	9,5	3,5	3,6	3,8
. Autres industries manufacturières	45,3	42,9	47,9	50,3	53,3
Electricité, gaz et eau	7,5	7,7	9,1	10,5	11,1
Construction	82,5	86,3	91,8	94,8	99,7
Secteur tertiaire	828,9	821,4	897,9	940,4	966,9
Commerce	68,5	62,0	69,7	71,8	76,1
Transport et communication	73,4	66,7	64,7	67,7	73,1
- Transports	16,8	17,6	13,5	13,9	14,8
- Services de Postes, Télécommunication, Internet	56,6	49,2	51,2	53,8	58,3
Banques et Assurances	100,0	102,8	112,4	122,5	135,7
Hébergement, Restaurant et autres services marchands	114,0	108,7	126,4	128,9	132,3
Administration publique	298,9	316,7	340,9	366,5	391,7
Education	209,1	211,7	227,2	239,3	250,8
Santé et action sociale	14,0	14,4	18,0	20,0	21,0
Activités à caractère collectif ou personnel	54,4	45,6	51,9	54,5	57,2
Services domestiques	5,4	4,6	5,7	6,0	6,3
SIFIM	-108,9	-111,8	-118,9	-136,8	-177,2
PIB aux coûts des facteurs	1 607,1	1 641,1	1 712,2	1 777,6	1 850,7
Impôts et Taxes	177,5	200,6	195,9	203,4	211,8
PIB aux prix du marché	1 784,6	1 841,7	1 908,1	1 981,0	2 062,4

Annexe 2: Inflation par principales composantes (en %)

	Inflation globale	Inflation alimentaire	Inflation Hors alimentaire
sept-16	7,0	8,1	6,3
oct-16	6,0	7,0	5,3
nov-16	7,1	9,1	5,6
déc-16	9,5	13,9	6,0
janv-17	12,9	20,4	7,4
févr-17	20,5	33,3	7,4
mars-17	21,1	34,4	8,5
avr-17	19,6	30,2	9,0
mai-17	18,9	27,8	9,0
juin-17	15,1	20,8	8,4
juil-17	13,6	18,8	7,1
août-17	13,9	22,6	5,6
sept-17	15,4	23,9	7,4
oct-17	17,6	28,1	9,0
nov-17	15,4	22,2	7,8
déc-17	10,0	9,5	8,4
janv-18	6,1	3,2	7,9
févr-18	-1,3	-8,7	8,5
mars-18	-2,6	-11,0	8,3
avr-18	-1,7	-9,6	8,5
mai-18	-1,0	-8,7	8,8
juin-18	-0,4	-7,9	8,8
juil-18	-0,8	-8,5	8,8
août-18	-2,3	-10,9	8,2
sept-18	-5,6	-15,8	6,8
oct-18	-8,4	-20,2	6,2
nov-18	-7,3	-18,7	6,6
déc-18	-5,6	-15,2	5,9
janv-19	-3,8	-10,9	4,4
févr-19	-4,1	-10,9	3,1
mars-19	-2,9	-7,8	2,3
avr-19	-2,2	-6,1	1,9
mai-19	-2,4	-5,7	1,2
juin-19	-4,0	-8,6	0,9
juil-19	-2,6	-6,2	1,1
août-19	-0,6	-2,9	1,6
sept-19	2,0	2,9	1,1

Annexe 3 : Opérations Financières de l'Etat (en MBIF)

	Recettes			Dépenses	Solde global
	Recettes int.	Dons	Totales		
janv-17	53 627,70	7 058,30	60 686,00	64 415,60	-3 729,60
févr-17	51 656,90	10 991,70	62 648,50	84 274,10	-21 625,60
mars-17	73 064,80	13 243,60	86 308,40	87 906,10	-1 597,80
avr-17	51 144,70	9 769,60	60 914,30	98 016,50	-37 102,20
mai-17	54 415,70	8 886,70	63 302,40	87 125,30	-23 822,90
juin-17	65 194,30	22 169,00	87 363,30	88 592,80	-1 229,50
juil-17	67 742,90	11 005,50	78 748,40	87 554,40	-8 806,00
août-17	72 246,70	9 317,20	81 563,90	113 343,30	-31 779,40
sept-17	69 515,00	8 503,20	78 018,20	82 670,90	-4 652,70
oct-17	60 683,30	16 279,20	76 962,50	124 142,80	-47 180,30
nov-17	65 298,00	8 264,80	73 562,80	79 101,30	-5 538,40
déc-17	69 552,50	13 024,20	82 576,70	131 400,00	-48 823,20
janv-18	62 945,10	9 475,40	72 420,50	72 255,80	164,8
févr-18	58 578,40	24 358,30	82 936,70	128 496,30	-45 559,60
mars-18	90 994,60	18 147,30	109 141,90	112 356,80	-3 215,00
avr-18	65 134,60	17 173,80	82 308,40	102 753,10	-20 444,70
mai-18	63 096,80	19 297,10	82 393,90	119 669,80	-37 275,80
juin-18	75 254,20	31 153,20	106 407,40	162 729,20	-56 321,80
juil-18	60 554,70	11 601,30	72 156,00	79 153,40	-6 997,30
août-18	75 622,20	12 063,40	87 685,60	102 781,40	-15 095,90
sept-18	73 977,30	17 554,90	91 532,20	97 407,00	-5 874,80
oct-18	70 957,30	13 169,40	84 126,70	121 865,50	-37 738,80
nov-18	61 412,20	8 713,80	70 126,00	85 930,70	-15 804,70
déc-18	78 361,60	28 541,40	106 903,00	126 953,20	-20 050,20
janv-19	66 765,74	14 412,40	81 178,14	130 266,34	-49 088,20
févr-19	67 427,71	24 367,44	91 795,16	116 847,05	-25 051,89
mars-19	97 566,21	19 018,00	116 584,21	99 644,02	16 940,19
avr-19	76 198,11	19 259,45	95 457,56	130 649,64	-35 192,08
mai-19	69 221,83	20 060,20	89 282,03	129 261,73	-39 979,71
juin-19	99 216,12	32 212,40	131 428,52	115 908,89	15 519,62
juil-19	70 893,23	18 882,46	89 775,68	130 255,85	-40 480,17
août-19	91 851,64	11 589,11	103 440,75	104 347,77	-907,02
sept-19	89 691,65	23 581,07	113 272,72	144 925,37	-31 652,65

Annexe 4 : Dette publique (en MBIF)

Mois	Dette intérieure			Dette extérieure	Dette Publique Totale	
	Avances de la BRB	Bons et Obligations	Autres			Total
mars-16	635 625,1	417 680,2	49 389,9	1 102 695,3	720 621,3	1 823 316,55
avr-16	640 405,2	438 638,3	54 947,2	1 133 990,7	725 571,4	1 859 562,05
mai-16	655 244,3	455 349,6	54 341,8	1 164 935,7	728 163,5	1 893 099,20
juin-16	650 423,6	475 292,9	53 066,8	1 178 783,3	730 813,1	1 909 596,37
juil-16	646 289,0	493 502,0	54 167,7	1 193 958,7	727 209,5	1 921 168,21
août-16	636 965,6	508 501,5	47 786,5	1 193 253,6	732 683,7	1 925 937,29
sept-16	644 432,0	527 286,3	46 843,9	1 218 562,2	736 607,0	1 955 169,24
oct-16	660 707,0	536 420,8	51 279,1	1 248 406,9	729 004,8	1 977 411,71
nov-16	689 148,0	551 790,1	53 115,8	1 294 053,9	727 220,8	2 021 274,72
déc-16	752 299,8	584 745,3	37 133,1	1 374 178,2	724 630,8	2 098 809,02
janv-17	708 968,9	583 970,9	36 990,0	1 329 929,8	730 756,4	2 060 686,20
févr-17	720 858,9	613 931,0	38 593,5	1 373 383,4	734 769,9	2 108 153,26
mars-17	741 269,6	627 821,5	48 614,6	1 417 705,6	729 097,9	2 146 803,47
avr-17	733 398,9	643 307,1	44 744,5	1 421 450,5	718 755,2	2 140 205,66
mai-17	748 696,4	660 063,7	46 120,0	1 454 880,1	747 209,9	2 202 090,0
juin-17	748 813,6	676 889,0	41 050,0	1 466 752,6	754 428,4	2 221 181,0
juil-17	732 104,3	676 920,9	40 961,3	1 449 986,5	760 152,9	2 210 139,3
août-17	730 342,1	709 627,0	44 402,2	1 484 371,3	770 343,8	2 254 715,1
sept-17	713 443,5	742 272,1	44 336,2	1 500 051,8	774 953,0	2 275 004,8
oct-17	741 876,6	742 224,8	40 123,5	1 524 224,9	773 687,4	2 297 912,4
nov-17	747 014,0	756 804,4	32 913,2	1 536 731,6	775 221,7	2 311 953,2
déc-17	787 208,1	829 763,9	31 247,7	1 648 219,7	778 292,4	2 426 512,1
janv-18	745 506,8	846 581,2	29 868,4	1 621 956,4	787 987,1	2 409 943,5
févr-18	745 661,6	866 729,8	33 745,7	1 646 137,1	789 859,3	2 435 996,4
mars-18	737 539,1	899 110,7	39 655,5	1 676 305,3	795 087,8	2 471 393,1
avr-18	715 697,6	925 946,4	31 374,4	1 673 018,4	809 971,8	2 482 990,1
mai-18	714 813,1	953 009,4	31 843,6	1 699 666,1	800 922,3	2 500 588,4
juin-18	780 458,1	993 081,2	61 935,9	1 835 475,2	801 839,6	2 637 314,8
juil-18	739 553,0	1 003 048,5	59 864,5	1 802 466,0	803 941,0	2 606 407,1
août-18	722 760,6	1 034 907,2	61 327,5	1 818 995,3	802 130,7	2 621 126,0
sept-18	723 876,1	1 057 501,6	65 477,4	1 846 855,1	804 250,5	2 651 105,6
oct-18	750 952,9	1 074 283,1	63 695,0	1 888 931,0	804 808,3	2 693 739,3
nov-18	749 761,5	1 099 486,2	63 621,6	1 912 869,3	810 165,1	2 723 034,4
déc-18	772 108,5	1 106 829,2	58 884,2	1 937 821,9	815 659,1	2 753 481,0
janv-19	735 898,0	1 170 456,8	59 277,8	1 965 632,6	839 143,1	2 804 775,7
févr-19	754 785,4	1 203 007,7	59 539,4	2 017 332,5	839 115,7	2 856 448,2
mars-19	776 260,3	1 230 561,3	59 993,5	2 066 815,1	841 910,7	2 908 725,8
avr-19	749 554,5	1 264 065,9	60 337,0	2 073 957,4	867 316,3	2 941 273,7
mai-19	741 946,8	1 309 285,8	59 237,2	2 110 469,8	907 214,9	3 017 684,7
juin-19	762 094,0	1 339 778,2	56 733,3	2 158 605,5	913 648,7	3 072 254,2
juil-19	702 399,9	1 357 433,8	57 087,5	2 116 921,2	927 530,4	3 044 451,6
août-19	759 491,5	1 393 116,1	57 417,6	2 210 025,2	929 375,3	3 139 400,5
sept-19	756 889,1	1 417 542,6	64 070,6	2 238 502,3	924 353,6	3 162 855,9

Annexe 5 : Réserves des banques commerciales

	Réserves totales des banques	Interventions de la Banque Centrale
janv-17	128 121,5	85 130,5
févr-17	128 818,8	89 580,0
mars-17	133 496,9	93 971,8
avr-17	152 138,5	97 130,4
mai-17	141 232,6	94 778,2
juin-17	118 531,9	76 500,5
juil-17	95 342	101 518
août-17	115 927	118 005
sept-17	121 733	113 145
oct-17	125 576	123 451
nov-17	129 441	117 240
déc-17	157 967	130 194
janv-18	172 260	154 539
févr-18	170 882	168 632
mars-18	167 621	171 915
avr-18	143 711	211 263
mai-18	164 888	240 642
juin-18	153 401	261 700
juil-18	170 178	296 208
août-18	171 713	290 076
sept-18	166 234	298 588
oct-18	158 420	286 969
nov-18	146 546	268 534
déc-18	150 237	248 370
janv-19	163 427	258 199
févr-19	165 114	267 534
mars-19	192 194	281 986
Avril-19	167 995	292 282
Mai-19	163 240	315 130
Juin-19	170 302	334 215
Juillet-19	153 993	339 205
Août 19	157 630	345 488
Sept-19	152 207	363 439

Annexe 6 : Taux d'intérêts du marché monétaire (en %)

	Marché interbancaire	Facilité de prêt marginal	Apport de liquidité	Bons du Trésor à 13 semaines
janv-17	3,12	7,91	2,40	4,91
févr-17	5,18	8,50	3,72	5,50
mars-17	6,00	9,01	4,92	6,01
avr-17	6,00	7,96	5,36	4,96
mai-17	5,50	7,17	3,85	4,165
juin-17	4,20	7,14	2,92	4,135
juil-17	5,14	6,98	3,34	3,98
août-17	4,32	7,45	2,70	4,45
sept-17	4,21	7,92	2,73	4,92
oct-17	-	8,19	2,52	5,19
nov-17	4,08	8,25	2,50	5,25
déc-17	4,00	7,13	2,79	4,13
janv-18	3,77	7,02	2,75	4,02
févr-18	3,64	6,98	2,54	3,98
mars-18	-	6,59	2,84	3,59
avr-18	-	6,16	3,19	3,16
mai-18	4,45	5,51	3,57	2,51
juin-18	4,17	5,07	3,82	2,07
juil-18	-	5,13	3,17	2,13
août-18	3,00	5,29	2,60	2,29
sept-18	-	5,57	2,65	2,57
oct-18	3,00	5,50	2,76	2,50
nov-18	3,00	5,48	2,29	2,48
déc-18	3,34	5,48	2,42	2,48
janv-19	3,11	5,53	2,48	2,53
févr-19	-	5,50	2,48	2,50
mars-19	-	5,50	2,41	2,50
avril-19	3,66	5,48	2,63	2,48
mai-19	3,67	5,50	2,69	2,50
juin-2019	3,69	5,50	2,82	2,50
juillet-19	3,68	5,45	2,55	2,45
août-19	3,58	5,35	2,55	2,35
sept-19	3,40	5,29	2,59	2,29

Annexe 7 : Indicateurs d'activité du secteur bancaire (en MBIF)

	30/09/2018	30/06/2019	30/09/2019	variation trim en %	variation en gliss. annuel en %
I. EMPLOIS	2 530 218,1	2 940 947,4	3 089 578,4	5,1	22,1
I.1. PRINCIPAUX EMPLOIS	2 129 221,9	2 502 326,8	2 669 439,4	6,7	25,4
A. Actifs Liquides	1 187 668,6	1 509 280,2	1 613 490,0	6,9	35,9
. Caisse	66 781,7	71 025,3	62 723,1	-11,7	-6,1
. B.R.B.	178 963,1	227 247,8	206 262,0	-9,2	15,3
. Banques & Etablissements Financiers	68 527,1	60 961,9	89 356,6	46,6	30,4
<i>Bons, Obligations du Trésor</i>	873 396,7	1 150 045,2	1 255 148,3	9,1	43,7
Autres Titres	-	-	-	-	-
B. Crédits	941 553,3	993 046,6	1 055 949,4	6,3	12,1
. Court terme	504 726,7	451 851,5	501 646,8	11,0	-0,6
. Moyen terme	270 874,0	345 808,0	357 189,1	3,3	31,9
. Long terme	165 952,6	195 387,1	197 113,6	0,9	18,8
. Crédits bail	-	-	-	-	-
I.2. Actif Immobilisé	132 187,8	142 685,1	144 576,1	1,3	9,4
I.3. Autres	268 808,4	295 935,5	275 562,9	-6,9	2,5
II. RESSOURCES	2 530 218,1	2 940 947,4	3 089 578,4	5,1	22,1
II.1. Principales ressources	1 852 046,9	2 218 575,3	2 274 530,4	2,5	22,8
Clientèle	1 404 443,6	1 694 514,5	1 772 476,8	4,6	26,2
<i>dont les grands dépôts des banques</i>	<i>618 224,7</i>	<i>761 213,5</i>	<i>779 469,8</i>	2,4	26,1
Refinancement auprès B.R.B.	282 564,1	334 675,3	393 162,5	17,5	39,1
Autres	-	-	-	-	-
Banques & Etablissements Financiers	165 039,2	189 385,5	108 891,1	-42,5	-34,0
Capital et réserves	252 442,2	289 083,2	286 506,9	-0,9	13,5
II.2. Autres	678 171,2	433 288,9	528 541,1	22,0	-22,1
IV. INDICATEURS DU SECTEUR BANCAIRE					
Adéquation des fonds propres					
.Fonds propres de base nets (en MBIF)	279 995,3	305 208,4	327 743,9	7,4	17,1
.Fonds propres (en MBIF)	314 281,9	331 307,8	354 905,2	7,1	12,9
.Risques pondérés	1 306 587,1	1 209 017,2	1 291 705,4	6,8	-1,1
.Ratio de solvabilité de base (norme 12,5%)	21,4	25,2	25,4		
.Ratio de solvabilité globale (norme 14,5%)	24,1	27,4	27,5		
.Ratio de levier (norme 7%)	11,07	10,38	10,61		
Qualité et concentration des crédits					
Grands risques	158 486,9	277 699,3	279 520,0	0,7	76,4
Créances à surveiller	45 322,1	66 887,8	55 272,6	-17,4	22,0
Créances Non performantes	117 889,6	92 790,7	85 890,8	-7,4	-27,1
Impayés	163 211,7	159 678,5	141 163,3	-11,6	-13,5
Dépréciations	101 730,1	73 671,1	72 631,8	-1,4	-28,6
Total crédits bruts/Total actifs bruts (en %)	37,2	33,8	34,2		
Prêts à l'Etat/Total actifs bruts (*)	34,5	39,1	40,6		
Prêts à l'Etat/Fonds propres de base (*)	336,3	325,4	383,0		
Taux des prêts non performants	12,5	9,3	8,1		
Taux d'impayés	17,3	16,1	13,4		
Taux de provisionnement (en %)	86,3	79,4	84,6		
.Grands risques/Total crédits bruts (en %)	16,8	28,0	26,5		
Liquidité					
.Coefficient de liquidité en BIF	-	235,8	241,2		
Coefficient de liquidité en devises	-	114,1	94,4		
Total crédits/total dépôts	67,0	58,6	59,6		
Rapport entre ressources Stables et Emplois Immobiliers	158,5		108,4		
Gros dépôts/Total dépôts	44,0	44,9	44,0		
Rentabilité et performance					
Résultat avant impôt	57 866,0	60 574,6	98 475,6	62,6	70,2
Résultat net de l'exercice	53 087,7	57 243,2	92 461,4	61,5	74,2
Produit Net Bancaire	157 218,5	119 261,8	188 564,4	58,1	19,9
ROA	2,1	1,9	3,0		
ROE	16,9	17,3	26,1		